



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE I

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016, troisième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le contrat de bonne gouvernance et de développement – Burkina Faso (CBGD-BF)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement – Burkina Faso (CBGD-BF) Numéro CRIS: BF/FED/38-574 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant: Burkina Faso			
3. Document de programmation	Programme indicatif national 2014-2020			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Gouvernance			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 136 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 136 000 000 EUR dont 135 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 1 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe – appui budgétaire: contrat de bonne gouvernance et de développement Gestion indirecte avec la République du Burkina Faso			
7.a) Code(s) CAD	51010 – Appui Budgétaire Général			
b) Principal canal de distribution	Recipient Government – 12000			
8. Marqueurs (issus	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif	Objectif

du formulaire CRIS CAD)			important	principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S.O.			
10. Objectifs de développement durable (ODDs)	<p>Objectif ODD principal – 1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde</p> <p>Objectif ODD secondaire – 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces</p>			

RÉSUMÉ

La présente action, Contrat de bonne gouvernance et de développement – Burkina Faso (CBGD-BF), constitue un instrument d'appui approprié dans le contexte actuel de fragilité politique. Des élections présidentielle et législative ont été organisées de manière libre et crédible en novembre 2015 et le nouveau gouvernement issu des urnes a adopté une nouvelle stratégie nationale de développement.

Le CBGD-BF permettra d'appuyer la consolidation de l'état de droit et de la gouvernance et d'augmenter l'espace budgétaire du gouvernement pour la période 2017-2020. Il permettra d'accompagner la mise en œuvre du plan national de développement économique et social et de renforcer le dialogue avec le gouvernement sur le cadre macroéconomique et les finances publiques. Les domaines prioritaires de dialogue sont : la démographie, la protection sociale, l'indépendance et le fonctionnement de la justice, la lutte contre la corruption, la mobilisation des ressources internes et l'efficacité de la dépense publique.

Conditions d'éligibilités : le Burkina Faso est bénéficiaire d'appuis budgétaires (généraux et sectoriels) sans discontinuité depuis de nombreuses années. Au cours de la formulation, une mise à jour complète des 3 conditions d'éligibilité (finances publiques, cadre macroéconomique, transparence budgétaire) a été réalisée avec les informations les plus actuelles. La politique publique, le plan national de développement économique et social (PNDES) a été adopté en Juillet 2016.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte national

Avec une population estimée à 18,45 millions d'habitants en 2015, le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut par habitant par an de 700 USD (2014¹). Le pays est classé 183^e sur 188 en termes d'indice de développement humain (2014). Enclavé, sahélien et avec une population majoritairement rurale, le pays fait face à de nombreux défis qui limitent son développement.

Malgré les bonnes performances économiques de ces dernières années (5,5 % en moyenne sur 2011-2015), le taux de pauvreté (40,1% en 2014) demeure élevé, malgré une légère baisse ces dernières années. La faible efficacité des dépenses publiques et le taux de croissance démographique élevé explique en partie ce paradoxe burkinabè. Les problèmes de sécurité alimentaire sont récurrents et la malnutrition reste très importante : environ 30% de la population est confrontée à une insécurité alimentaire chronique.

Suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014, le Burkina Faso a connu une période de transition politique au cours de laquelle le gouvernement a fait face à de nombreux défis politiques et des attentes importantes de la part des populations en termes de justice. **La transition s'est conclue par l'organisation d'élections présidentielle et législative en novembre 2015** et un plein retour à l'ordre constitutionnel a pu être acté en 2016 par l'installation du nouveau Président du Faso, M. Roch Marc Christian Kaboré, d'un nouveau gouvernement et d'une nouvelle législature.

Les nouvelles autorités issues des élections de novembre 2015 ont entrepris l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement : **le plan national de développement économique et social (PNDES)** pour la période 2016-2020, se basant sur les études diagnostiques et évaluations faites des précédentes stratégies ainsi que sur les engagements du programme électoral du président Kaboré.

Depuis la fin 2015, le Burkina Faso fait face à un contexte sécuritaire dégradé marqué notamment par des incidents avec des groupes armés à la frontière malienne et une attaque terroriste en janvier 2016 à Ouagadougou.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

La lutte contre la pauvreté est l'axe central de la politique de développement du Burkina Faso. Cela s'est traduit en 2000 par l'élaboration d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui a constitué la référence pour le pays et ses partenaires techniques et financiers (PTF) de 2000 à 2010. A partir de 2011, les nouvelles orientations stratégiques découlant de la vision de développement à long terme ont été déclinées et consignées dans la **stratégie de**

¹ Dernière informations disponibles, Atlas méthode de la Banque Mondiale.

croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD). Celle-ci intégrait l'ensemble des cadres d'orientation du développement, qu'ils soient à long, moyen et court termes, globaux ou locaux, sectoriels ou thématiques.

L'analyse de la SCADD dans le cadre de l'exercice de programmation du 11^e FED avait conclu à un cadre adapté pour la programmation des actions de l'UE. Les secteurs focaux retenus dans le programme indicatif national du 11^e FED ont un aspect significatif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population: la gouvernance, la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau.

Au regard de sa nature inclusive et consensuelle, la SCADD a été maintenue comme document de référence par le gouvernement de transition et prolongée par le nouveau gouvernement jusqu'à l'élaboration de la nouvelle stratégie. En 2015, le gouvernement de la transition a permis la poursuite des travaux de préparation d'un deuxième cycle de la SCADD, permettant à l'ensemble des acteurs du développement (gouvernement, collectivités territoriales, société civile, secteur privé, partenaires techniques et financiers) de participer à des concertations larges et inclusives, de réaliser des travaux techniques de qualité et d'éviter une rupture qui serait préjudiciable en termes de développement économique et social du Burkina Faso. En mars 2016, les différentes revues sectorielles ont pu se tenir et la revue générale de la SCADD pour l'année 2015 s'est tenue courant avril 2016. Des conclusions préliminaires, il peut être retenu que la mise en œuvre de la SCADD en 2015 a connu des difficultés dues au contexte socio-politique et la rigueur budgétaire.

En parallèle de la revue 2016 de la SCADD, le nouveau gouvernement issu des élections de novembre 2015 a entrepris la rédaction de la nouvelle stratégie nationale de développement, le **plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDES)**, qui traduit les engagements du projet de société du nouveau Président du Faso et les engagements nationaux pour l'atteinte des **objectifs de développement durable**. Le PNDES a été adopté par le Conseil des ministres le 20 juillet 2016

Le PNDES propose une **transformation structurelle de l'économie burkinabè à l'horizon 2020** en augmentant la contribution des industries manufacturières dans le produit intérieur brut, soutenue par l'accroissement de la productivité agricole et l'accélération de la transition démographique. Il s'articule autour de 3 axes principaux : (i) réformer les institutions et moderniser l'administration, (ii) développer le capital humain et (iii) dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

Au niveau **du financement du PNDES**, le cout total sur la période est estimé à 15 500 milliards de FCFA environ, financés à 60% par des ressources propres et 5% par des emprunts obligataires. 35% du financement, soit 5 352 milliards FCFA, restent à rechercher prioritairement auprès des partenaires techniques et financiers et sous forme de partenariat public - privé. Une part importante du PNDES sera affectée aux investissements (8 400 milliards FCFA), traduisant l'engagement du programme présidentiel. Le volume d'investissement est considérable comparé à l'espace budgétaire additionnel que le gouvernement peut dégager, il faudra pour le gouvernement fortement prioriser des projets et programmes d'investissement en fonction des contraintes budgétaires.

En ce qui concerne le **suivi-évaluation**, le PNDES maintient les mécanismes de pilotage et de coordination de la SCADD avec un suivi au niveau global du Plan et des suivis sectoriels au niveau de 14 secteurs de planification. Une gestion axée sur les résultats, l'approche budget-programme et une coordination plus efficace entre le PNDES et les politiques sectorielles seront mise en œuvre dans les mois suivant son adoption. Le suivi des investissements fera l'objet d'une attention particulière avec une matrice de suivi dédiée.

Vu l'expérience du pays en matière de stratégie de développement, la pertinence et la crédibilité de la politique publique sont maintenues lors de l'élaboration du PNDES par le nouveau gouvernement.

Conclusion: Si le document n'est pas encore formellement adopté par le gouvernement, il est estimé que, de par le processus d'élaboration et l'expérience du pays dans la mise en œuvre des stratégies nationales de développement, le critère d'éligibilité de la politique publique est respecté.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont : la Présidence du Burkina Faso, le Premier Ministre, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement en tant qu'ordonnateur national du budget et ordonnateur national du FED, le Ministère de la Justice et des droits humains, le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, le Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille, le Ministère de la Santé, l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et du Lutte contre la Corruption, la Cour des comptes et l'Assemblée nationale.

Au sein des services de l'ordonnateur national, les principaux interlocuteurs sont la direction générale de la coopération et la direction générale du trésor et de la comptabilité publique.

La troïka, en tant que représentante du mécanisme de coordination de l'aide des partenaires techniques et financiers au Burkina Faso, pourra également jouer un rôle en tant qu'interlocuteur privilégié des autorités. Les partenaires techniques et financiers fournisseurs d'appuis budgétaires sont aussi partie prenante à travers le **cadre généralisé des appuis budgétaires**. Le Fonds Monétaire International est aussi partie prenante à travers ses programmes d'appui macroéconomique.

Dans les domaines de la gouvernance et du développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et les collectivités territoriales participeront au suivi-évaluation du plan national de développement économique et social.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Un contrat de bonne gouvernance et de développement, comme appui budgétaire général, a pour objectif principal d'appuyer le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de développement national, dans un cadre macroéconomique stable et avec une gestion des finances publiques saine.

Si le Burkina Faso dispose depuis de nombreuses années de politiques publiques (tant au niveau national qu'au niveau sectoriel) pertinentes dans la promotion d'une croissance inclusive et dans la réduction de la pauvreté, la mise en œuvre effective de ces politiques se heurtent à des contraintes qui limitent les impacts de l'action publique. Sept domaines, dont 2 directement liées au financement de l'action publique² ont donc été identifiées pour ce contrat de bonne gouvernance et de développement de par :

- Leur nature transversale;
- La nécessité de disposer d'un dialogue de politique de haut niveau pour les aborder;
- L'engagement existant du gouvernement à travers un document de politique ou une stratégie.

² L'évaluation des appuis budgétaires 2009-2014 ayant donné un certain nombre de recommandations sur la mise en œuvre des appuis budgétaires au Burkina Faso, le choix des domaines à aborder a aussi été fait en fonction des recommandations

Les cinq principaux domaines identifiés pour un appui sont :

- La croissance démographique : en raison d'une croissance démographique annuelle de plus de 3%, le Gouvernement ne peut pas satisfaire tous les besoins des habitants en termes de services sociaux, aussi bien d'un point de vue quantitatif que qualitatif. En outre, cette forte croissance démographique a également un impact considérable sur l'utilisation des ressources agricoles et hydrauliques. Le pays dispose d'une **politique nationale de population** (révisée en 2009), accompagnée de plans d'action triennaux, mais la mise en œuvre de cette politique transversale n'a été que partielle sans aucun impact direct sur la croissance démographique.
- La protection sociale : le Burkina Faso dispose d'une multitude d'instruments de protection sociale au niveau sectoriel (gratuité des soins pour les enfants et la femme enceinte, cantines scolaires, programme de formation professionnelle, travaux à haute intensité de main d'œuvre etc.) et d'une **politique nationale de protection sociale** (PNPS 2013-2022) sensée coordonner l'action gouvernementale. Cependant, la mise en œuvre d'une action cohérente en matière de protection sociale est confrontée à un manque de coordination de l'action gouvernementale et à l'absence d'une méthode fiable d'identification des ménages vulnérables.
- La justice : en 2015, lors de la transition politique, les Etats Généraux de la justice se sont conclus par la signature d'un **pacte national pour le renouveau de la justice** par l'ensemble des parties prenantes (magistrats, partis politiques, société civile, etc.) Cependant, le fonctionnement de la justice reste une préoccupation majeure au Burkina Faso, tant par l'accès physique, financier et psychologique difficile pour le citoyen burkinabè que par la capacité du pouvoir judiciaire à rendre justice de manière efficace.
- La corruption : la corruption est un problème majeur au Burkina Faso et représente une contrainte importante sur l'efficacité de l'action publique. En 2015, lors de la transition politique, le pays s'est doté d'un cadre législatif moderne pour lutter contre la corruption et la fraude, mais la mise en œuvre de la **loi portant prévention et répression de la corruption** reste encore très limitée à cause notamment d'un manque de capacité de l'autorité de lutte contre la corruption et de coordination entre cette autorité et la justice dans la poursuite des faits de corruption.
- Etat Civil : malgré une **stratégie nationale de l'état civil** (SNEC 2012-2016), les défaillances dans l'état civil au Burkina Faso continuent de fragiliser un certain nombre de droits des citoyens comme pour l'accès à la justice, la participation aux élections, l'accès aux services sociaux, etc.
- Décentralisation³ : ayant adopté le principe d'une décentralisation intégrale en 2004 et un **cadre stratégique de la mise en œuvre de la décentralisation** (CSMOD 2010-2015), le transfert de compétences au profit des collectivités territoriales (santé, éducation, eau et assainissement, etc.) a créé un certain nombre de défis sectoriels en termes de ressources humaines et financières, qui n'ont pas permis une meilleure fourniture de services sociaux locaux.

³ A noter que dans le cas de la décentralisation, il est envisagé d'aborder cette thématique un peu plus tard dans la mise en œuvre du programme (2018) en attendant que les documents de référence du secteur (stratégie) soient finalisés.

Au niveau du financement de l'action publique, on retient aussi deux contraintes majeures :

- Mobilisation des recettes internes : depuis 2009, le Burkina Faso a connu une croissance importante de son budget grâce notamment à l'augmentation significative des recettes minières, croissance accompagnée par les appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers (environ 1.5 milliards EUR entre 2009-2014). Cependant, **le pays reste à un niveau limité en matière de mobilisation des recettes internes** (taux de pression fiscale de 14.3% du PIB en 2015, contre une norme UEMOA de 20%) et le budget de l'Etat ne permet pas de supporter les politiques publiques afin de subvenir aux besoins essentiels de la population.
- Efficacité de la dépense : si le pays a pu accroître ses recettes budgétaires depuis 2009, il a aussi été constaté ces dernières années une **dégradation de l'exécution des dépenses d'investissements** (57% d'exécution en 2014 contre 81% en 2011). Cette faible capacité d'absorption des crédits a limité la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les politiques publiques.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Dans le cadre de la programmation du 11^e FED, une analyse approfondie de la situation du Burkina Faso au regard des valeurs fondamentales a été effectuée en octobre 2013 par la Délégation de l'Union européenne. Il en ressortait qu'il n'y avait pas eu de violations notables de ces valeurs fondamentales ni des engagements du Burkina Faso. Le pays est signataire des principales conventions internationales et la Constitution et les lois nationales offraient un cadre légal approprié pour le respect de ses valeurs fondamentales. Cependant, il avait été noté que l'opérationnalisation des engagements du gouvernement se heurtait parfois à un manque de ressources financières et humaines.

Les droits fondamentaux sont couverts au Burkina Faso par l'article 2 de la Constitution. Pour ce qui concerne la torture, la législation nationale garantit l'inviolabilité des personnes placées en détention préventive ainsi que les personnes condamnées à une peine privative de liberté. Cependant, des cas de violences et tortures avaient pu être relevés dans les maisons d'arrêt ou commissariats de police.

Pour ce qui concerne la peine de mort, le Burkina Faso est un pays abolitionniste *de facto* : la peine de mort est prévue par le code pénal, et des condamnations à mort sont quelquefois prononcées, mais aucune n'a été exécutée depuis 1998.

Concernant la démocratie, après l'insurrection populaire d'octobre 2014, le Burkina Faso a su faire montre d'une maîtrise de ses processus électoraux lors des derniers scrutins présidentiel et législatif de novembre 2015. Les processus électoraux au Burkina Faso peuvent être considérés comme suffisamment solides et crédibles, même si le taux de participation réelle aux scrutins reste modeste.

Concernant l'état de droit, l'appareil judiciaire et le personnel qui l'anime sont régis par des textes plus ou moins cohérents, et basés sur les principes de l'indépendance du juge, de l'égalité de tous devant la justice, de la gratuité de la justice, du double degré de juridiction et de la collégialité. La question de l'indépendance de la justice a connu un tournant pendant la période de transition mais reste sujette aux pressions économiques même si d'importantes réformes sont en cours pour corriger ces dysfonctionnements.

Le système d'application des lois est en place mais se heurte souvent à des contraintes en termes de ressources humaines et matérielles. Si ce secteur a connu des progrès au cours des

dernières années, il n'en demeure pas moins vrai que, pour un certain nombre de personnes, l'accessibilité à la justice reste toujours très difficile, pour des raisons d'ordre physique, psychologique et financier.

Les préoccupations soulevées dans l'analyse quant à la traduction de la volonté politique en actions concrètes continueront, bien sûr, d'être suivies attentivement lors du dialogue politique avec le pays partenaire.

1.2.2 Politique macroéconomique

Croissance. Sur la période 2010-2015, le taux de croissance économique moyen est de 6 %. Depuis 2014, le contexte macroéconomique se caractérise par un climat socio-politique incertain et par une orientation défavorable des cours des matières premières exportées (or et coton). En revanche, la baisse du cours international des hydrocarbures joue favorablement sur la facture énergétique. Ainsi, en 2014 et 2015, les taux de croissance initialement projetés ont été ajustés à la baisse pour s'établir à 4 %. Pour les années suivantes, il est attendu une amélioration : 5,2 % en 2016, et 6 % pour 2017 et 2018. Du fait de l'appartenance du Burkina Faso à la zone franc, l'inflation n'est pas un enjeu majeur au Burkina Faso.

Dette. La dette publique représente environ 30 % du PIB en 2015 (respectant ainsi la norme communautaire de l'Union économique et monétaire Ouest africaine de 70% maximum). Suite à des améliorations en matière de gestion de la dette et grâce à la forte augmentation des exportations d'or, le Burkina Faso a récemment bénéficié d'un reclassement de sa dette, passant d'un risque élevé de surendettement à un risque modéré. Cela a pour conséquence un accès élargi à des prêts concessionnels et un accès (restreint) à des prêts non concessionnels. A long terme le FMI anticipe une diminution des exportations minières et un accroissement de la dette notamment non concessionnelle. Selon les tests réalisés, le ratio "valeur actuelle de la dette / exportation" atteint donc les limites fixées en 2029.

Relation avec le FMI. Les quatrième et cinquième revues du programme FEC (facilité élargie de crédit) ont eu lieu en mars/avril 2016. Le communiqué de presse publié à l'issue de cette revue mentionne que : "En dépit d'un contexte difficile, le programme économique du pays reste globalement en bonne voie avec tous les critères quantitatifs de performance observés. Les repères structurels continuent également d'être mis en œuvre progressivement". La mission et les autorités ont discuté de réformes qui permettraient au secteur de l'énergie tout entier de bénéficier de la baisse significative des prix mondiaux du pétrole. Les conclusions de ces deux revues combinées ont été adoptées par le Conseil d'Administration du FMI en juin 2016. La dernière revue du programme en cours est programmée pour septembre 2016.

Budget. Malgré le contexte politique, les budgets 2015 et 2016 ont été adoptés dans les délais légaux. Cependant, le budget initial 2016 adopté sous le gouvernement de transition a été révisé par le gouvernement découlant des élections de la fin 2015. Ainsi, après la baisse du budget en 2015, le nouveau gouvernement a opté pour un budget 2016 remanié assez volontariste. En pourcentage du PIB (projeté à 7 013 milliards FCFA), les recettes du projet de budget sont de 23% et les dépenses de 27,4%, aggravant le besoin de financement qui atteint plus de 302 milliards FCFA (4,3% du PIB) soit le plus important jamais enregistré dans une loi de finances au Burkina Faso. Dans ce nouveau budget, les investissements financés sur ressources propres qui avaient été fortement réduits en 2015 enregistrent une forte hausse de 21%. Le budget 2016 qui est très volontariste est cohérent avec les engagements pris par le gouvernement de transition et avec les promesses électorales du nouveau président notamment en matière d'emplois des jeunes et de gratuité des soins. Il prévoit également des mesures pour le secteur coton et pour l'apurement des arriérés de

factures fournisseurs pour une relance du secteur privé. Le financement reste cependant un vrai défi pour le nouveau gouvernement face à une pression sociale qui ne faiblit pas depuis l'insurrection populaire d'octobre 2014. Le recours de plus en plus important aux emprunts obligataires, qui devrait s'accroître sur la période 2017 – 2020 pour la mise en œuvre du PNDES, entraîne une pression plus forte sur le service de la dette à cause des taux d'intérêt et des courts délais de maturité. En attendant de disposer d'un cadrage définitif sur la période 2017 – 2020, le projet de document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2017 – 2020 adopté en conseil des ministres du 22 juin 2016 projette une hausse sensible du taux de pression fiscale pour atteindre plus de 19% en 2019. Malgré cela, le déficit global serait largement supérieur à la limite de 3%. Il est projeté plus de 5% sur la période.

Conclusion: malgré les différents chocs auxquels est soumis le pays, le cadre macroéconomique reste stable et il existe un programme crédible visant à maintenir cette stabilité. Il est estimé que ce critère d'éligibilité est respecté.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La **politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF)** actuellement mise en œuvre a été adoptée en 2011. Elle s'est construite sur les bases solides d'une décennie de réforme, intégrant les leçons du plan d'action pour le renforcement de la gestion budgétaire (PRGB) portant sur la période 2002 – 2006 et de la Stratégie de renforcement des finances publiques (SRFP) portant sur la période 2007 – 2011.

Elle poursuit sept objectifs spécifiques sectoriels, qui couvrent les différents domaines d'un système de finances publiques: i) renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère de l'économie et des finances; ii) promouvoir une gestion économique moderne et performante; iii) améliorer le recouvrement et la gestion des ressources budgétaires; iv) promouvoir une gestion efficace et transparente de la dépense publique; v) améliorer l'efficacité de la gestion des comptes publics et des systèmes financiers; vi) renforcer le contrôle des finances publiques et la lutte contre la fraude, le faux et la corruption; et vii) améliorer la gestion des relations économiques et financières internationales. Au niveau opérationnel, un plan d'action triennal glissant permet de mesurer les progrès et d'évaluer le système des finances publiques du pays.

Plusieurs autres stratégies et politiques existent dans des domaines spécifiques et concourent également à la mise en œuvre de la POSEF. C'est le cas de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (SN-LBC/FT), la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (PNEGDP), la stratégie nationale du développement de microfinance (SNMF), la stratégie nationale de promotion des pôles de croissance (SNPPC), la politique nationale de promotion du partenariat public privé (SNPPPP), etc.

La POSEF reste pertinente dans tous les domaines de la gestion des finances publiques. Son dispositif de mise en œuvre permet de prendre en compte les faiblesses identifiées dans les différents diagnostics. La stratégie de réforme des finances publiques est jugée suffisamment crédible grâce notamment à la capacité du gouvernement à maintenir un bon niveau de dialogue et à obtenir des résultats satisfaisants. La mise en œuvre des différents programmes de réforme a permis d'améliorer progressivement la gestion des finances publiques au Burkina Faso. Le rapport final du PEFA 2013 montre une bonne évolution dans l'ensemble. Neuf indicateurs se sont globalement améliorés: 6 ont augmenté et 3 se sont améliorés (avec un signe +).

Cependant, le rythme de mise en œuvre des réformes s'est sensiblement ralenti les deux dernières années. En outre, de nombreux défis sont à relever parmi lesquels: (i) la maîtrise des prévisions budgétaires afin de renforcer la crédibilité globale du budget, (ii) l'amélioration de l'accès du public aux informations budgétaires (iii) le renforcement du contrôle externe car l'Assemblée nationale mène peu d'enquêtes parlementaires et la couverture des contrôles de la Cour des comptes reste encore faible.

En matière de réformes de la gestion des finances publiques, plusieurs chantiers en souffrance depuis quelques années ont connu un aboutissement au cours de la période de transition politique et depuis le nouveau gouvernement issu des élections de novembre 2015. C'est le cas de l'adoption en 2015 de la nouvelle loi portant prévention et répression de la corruption ainsi que de la nouvelle loi organique relatives aux lois de finances (LOLF) en application des directives du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. De même l'autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption a bénéficié d'une réforme du cadre législatif renforçant son rôle, son autonomie financière ainsi que sa capacité à se doter d'un personnel suffisant et efficace. En 2016, le gouvernement a adopté un projet de loi organique relative à la Cour des comptes lui permettant d'être plus efficace. La promulgation de la LOLF en avril 2016 a permis d'internaliser la quasi-totalité des directives de l'UEMOA, ce qui a permis au pays de prévoir un basculement vers le budget de programme dès janvier 2017. La mise en œuvre devrait en particulier améliorer la gestion des dépenses d'investissement. Seule la directive portant plan comptable des collectivités territoriales n'a pas encore été transposée dans le droit national.

Mise à part les difficultés budgétaires actuelles, la mise en œuvre du programme de réforme a permis ces dernières années d'améliorer la situation des recettes avec cependant de grands défis au niveau de la fourniture de services publics. Selon les données du FMI, les recettes fiscales ont connu une croissance rapide, passant de 12,5% du PIB en 2007 à 16,5% en 2013. A cause de la situation sociopolitique du pays, la tendance haussière des performances dans la mobilisation des recettes internes s'est estompée et le taux de pression fiscale est retombé autour de 15,2% depuis 2014. Avec le retour à une situation politique normale, les défis de la mobilisation des recettes internes se posent en plus de ceux liés au renforcement des capacités de l'État en matière d'exécution des dépenses d'investissement particulièrement.

<p><u>Conclusion:</u> La politique sectorielle de finance publique est pertinente et crédible. Il est estimé que le critère d'éligibilité est respecté.</p>
--

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La première évaluation du point d'entrée pour ce critère par la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso a été jugée satisfaisante, **les principaux documents budgétaires étant publiés dans des délais raisonnables** sur le site de la Direction générale du budget ou sur le site du Ministère de l'économie et des finances (cadre budgétaire à moyen terme, circulaire budgétaire, avant-projet, projet de budget, loi de finances initiale, loi de règlement, rapport trimestriel d'exécution du budget, plan de passation des marchés publiques, etc.).

Depuis lors, cette éligibilité n'a pas été remise en cause, notamment dans le contexte post transition politique. En effet, comme pour les années précédentes, les documents budgétaires de 2015 ont tous été publiés. La loi de finances initiale 2016 a également été publiée sur le site de la direction générale du budget en début d'année.

De plus, d'autres acteurs contribuent également à la transparence: ainsi, le centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB), organisation de la société civile, publie des notes synthétiques sur les lois de finances et sur l'exécution budgétaire sur

son site. En outre, les rapports des principaux corps de contrôle (autorité supérieure de contrôle d'Etat et Cour des comptes) sont publiés annuellement.

Les évaluations selon les approches internationales confirment que l'évolution de la transparence budgétaire est bonne dans l'ensemble même si de grands défis sont encore à relever. Pour rappel, les notes du PEFA de 2013 indiquent une progression (PI-10) par rapport à la situation de 2010. La notation de l'Open Budget Index a progressé de 23 à 43 entre 2012 et 2015.

Les principaux défis à court terme concernent: (i) des efforts pour publier les documents dans des délais encore plus courts, (ii) la production et la diffusion à bonne date d'un budget citoyen.

Conclusion: Il est estimé que ce critère d'éligibilité relatif à la transparence budgétaire est respecté.

2 RISQUES ET HYPOTHÈSES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Risques macroéconomique <ul style="list-style-type: none"> Des chocs exogènes affectent la stabilité du cadre macroéconomique et impacte la capacité budgétaire du pays. 	F	Dialogue de l'appui budgétaire, suivi du FMI.
Risques finances publiques <ul style="list-style-type: none"> La mobilisation des ressources internes est insuffisante pour la mise en œuvre du PNDES; Le manque d'efficacité des dépenses d'investissement limite la capacité d'intervention du gouvernement; La mise en œuvre des budgets Programmes, notamment la gestion axée sur les résultats, est limitée par le manque de capacité au sein des ministères techniques; La corruption réduit l'impact des interventions publiques. 	M M M M	Dialogue de l'appui budgétaire, programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques. Dialogue de l'appui budgétaire, programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques. Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques. Dialogue de l'appui budgétaire, programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques.
Risque social <ul style="list-style-type: none"> Les attentes sociales de la population ou de certaines parties de la population pourraient déstabiliser le nouveau gouvernement dans un 	M	Le présent programme contribuera à mitiger ce risque en renforçant les capacités financières du gouvernement dans la fourniture des services publics et

contexte budgétaire limité.		sociaux.
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les menaces sécuritaires dans la région n'affectent pas la capacité de l'Etat à assurer la fourniture de services publics et sociaux aux populations. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Le Burkina Faso est récipiendaire d'appuis budgétaires depuis plusieurs années, en particulier au cours du 10^e FED avec un appui budgétaire général, et des appuis budgétaires sectoriels dans le domaine de l'eau et l'assainissement et de la santé. En effet, le pays a bénéficié d'un **appui budgétaire général type Contrat OMD de 2009 à 2014**⁴ (366 millions EUR). Le contrat OMD s'est focalisé sur l'appui à la stratégie nationale de développement et la fourniture de services sociaux dans le domaine de l'éducation et de la santé.

D'autre part, le Burkina Faso a bénéficié pendant la transition du programme d'appui à la transition au Burkina Faso (PATBF) de 120 millions EUR, **appui budgétaire général de type "contrat d'appui à la consolidation de l'état"** qui a notamment permis au pays de faire face à une fragilité politique temporaire. Cet appui budgétaire a entre autres aidé le pays à organiser les élections présidentielle, législative et municipale de manière satisfaisante et à renforcer la gouvernance dans le domaine de la lutte contre la corruption, le renforcement du contrôle externe et l'indépendance de la justice.

Les décaissements d'appui budgétaire ces dernières années ont montré la capacité du pays à mettre en œuvre l'instrument de manière satisfaisante avec des impacts positifs sur les résultats⁵.

Une évaluation annuelle du **cadre général des appuis budgétaires** est effectuée régulièrement par le gouvernement. Les conclusions démontrent la valeur ajoutée de l'instrument.

Une évaluation indépendante multi-bailleurs de l'appui budgétaire sur la période 2009-2014 a été finalisée en 2015 avec pour principales recommandations :

- L'appui budgétaire général est la **modalité la plus adaptée à soutenir des efforts globaux et accélérés de réforme**, si la volonté politique, les stratégies et les capacités sont là.
- Il s'agit de **mettre la bonne gouvernance au centre des nouveaux accords d'appui budgétaire** et d'autres programmes d'appui.
- Les partenaires techniques et financiers fournissant de l'appui budgétaire général doivent disposer **d'une instance de dialogue spécifique et de haut niveau** pour les appuis budgétaires généraux, où pourront être traités les thèmes sensibles et/ou développer conjointement le dialogue sur les grands thèmes communs.

⁴ Prolongé jusqu'en 2016 par des tranches annuelles de performance décentralisation.

⁵ Dans le domaine de la santé, le pourcentage de femmes désormais assistées par du personnel qualifié lors de leur accouchement est passé de 57% en 2007 à 80,5% en 2013. En matière d'éducation de base, le taux brut de scolarisation des filles, est passé de 61 % en 2007 à 81 % en 2013. Ces deux domaines étaient suivis dans le cadre de l'appui budgétaire général (contrat OMD)

- La **réduction de la croissance démographique** demande une attention accrue et une nouvelle réflexion avec un accent mis sur le rôle de la femme dans la société burkinabé.
- Les partenaires techniques et financiers doivent aborder **l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité de la dépense** comme un problème complexe et prioritaire de gouvernance.
- Les partenaires techniques et financiers doivent faire peser le dialogue des appuis budgétaires généraux de tout son poids et aborder la question des résultats sectoriels en relation avec **les problématiques de gestion des ressources et de bonne gouvernance**.
- Utiliser le dialogue des appuis budgétaires pour limiter les interférences politiques dans les grands investissements, l'autonomie et les capacités des instances **de lutte contre la corruption**, la capacité des institutions déconcentrées et décentralisées, et **la réforme de la justice**.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Complémentarité

Ce programme assurera une bonne complémentarité avec les programmes d'appui institutionnel du 11^e FED dans le domaine de la gouvernance : justice, état civil et décentralisation. Il pourra assurer dans ces domaines un haut niveau de dialogue de politique qui accompagnera les programmes d'appui institutionnel.

Ce programme s'inscrit aussi en complémentarité avec le programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) notamment pour appuyer la réforme des finances publiques et renforcer les capacités de suivi-évaluation en matière de statistiques.

Synergie

Comme recommandé dans l'évaluation de l'appui budgétaire, ce programme d'appui budgétaire général s'efforcera de dégager des synergies avec les contrats de réformes sectorielles dans les domaines de la santé, l'eau et l'assainissement et le développement rural, avec pour **point d'ancrage le domaine de la protection sociale et de la décentralisation**.

Chacune des actions sectorielles comprend une composante "filets sociaux"⁶ et verra ses impacts renforcés par le dialogue mené dans le contrat de bonne gouvernance et de développement sur la cohérence de l'action gouvernementale en matière de protection sociale et sur l'identification des ménages vulnérables.

D'autre part, la santé, l'eau et l'assainissement étant des compétences transférées aux collectivités territoriales, ce programme permettra de renforcer le dialogue avec le gouvernement le processus de décentralisation dans ces deux secteurs.

Coordination des donateurs

Pour s'aligner sur le dispositif national de suivi de la stratégie nationale de développement, **les partenaires se coordonnent sous la forme d'une troïka**, créée en 2009 et effective depuis 2010. L'objectif global de celle-ci est de coordonner et de représenter la position des partenaires pour contribuer à une mise en œuvre optimale des politiques publiques,

⁶ Assurance maladie universelle pour la santé, sécurité alimentaire pour le développement rural, l'assainissement en zones rurale et périurbaine pour l'eau et l'assainissement

conformément aux engagements pris dans le cadre de l'efficacité de l'aide. L'Union européenne est actuellement vice-président.

En vue d'assurer une meilleure articulation entre le suivi-évaluation des politiques sectorielles et celui de la stratégie nationale de développement, les partenaires techniques et financiers ont également désigné **des chefs de file sectoriels pour participer aux cadres de dialogues sectoriels** mis en place par le plan national de développement économique et social. Les chefs de file sectoriels représentent tous les partenaires participant aux dialogues sectoriels concernés.

Le cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB), qui a été signé entre le gouvernement et les PTF, ne constitue plus un dispositif spécifique mais s'intègre dans le dispositif global du suivi-évaluation de la SCADD.

3.3 Questions transversales

Le genre

L'approche genre, notamment sur la question de l'équité et de l'égalité, sera traitée de manière approfondie dans les thématiques sur la démographie, la justice, la protection sociale et l'état civil. En effet, le dialogue sur la démographie se basera essentiellement sur le choix des femmes d'espacer les naissances et sur la sensibilisation des jeunes filles sur les grossesses précoces. Au niveau de la justice, il a été retenu un dialogue sur les conditions carcérales, notamment sur l'existence de zones séparées pour les détenus féminins et mineurs. En ce qui concerne l'état civil, une attention particulière sera portée sur l'égalité d'accès à l'enregistrement. Enfin, au niveau de la protection sociale, le dialogue sur la méthode d'identification des ménages vulnérables prendra en compte la problématique genre.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif numéro 1 des ODD: *"Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde"*, mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'objectif 16: *"Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces"*. Cela n'implique pas d'engagement de la part du Burkina Faso qui bénéficie de ce programme.

Objectif général

L'objectif de ce programme est de promouvoir un développement économique et social en consolidant la gouvernance dans la mise en œuvre des politiques publiques au Burkina Faso.

Objectifs spécifiques

- Lever les contraintes empêchant une croissance durable et inclusive;
- Encourager la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux;
- Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs des politiques publiques;
- Consolider les systèmes centraux des pouvoirs publics.

Ces objectifs sont cohérents avec la politique de l'Union européenne en matière de développement, en particulier **"le programme pour le changement"**.

Résultats attendus

- Le plan national de développement économique et social (PNDES) et les politiques sectorielles continuent d'être mis en œuvre;
- Les acquis des réformes en matière de finances publiques sont consolidés, notamment dans les domaines de la transparence et du contrôle;
- L'indépendance et le financement de la justice sont renforcés;
- Le fonctionnement de la justice est amélioré;
- La lutte contre la corruption et la fraude est rendue plus opérationnelle;
- L'offre de planification familiale est accrue;
- L'état civil est modernisé;
- La mobilisation des ressources propres est accrue;
- La dépense publique est plus efficace;
- Un ciblage plus efficient des ménages vulnérables est mis en œuvre.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

- Le transfert d'un maximum de 135 000 000 EUR si les conditions de décaissement sont remplies;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur la mise en œuvre du plan national de développement économique et social et des politiques sectorielles;
- Un dialogue régulier sur la gestion des finances publiques et la transparence budgétaire;
- Un suivi des développements macroéconomiques;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur les domaines retenus : la démographie, la protection sociale, l'indépendance et le fonctionnement de la justice, la lutte contre la corruption, la mobilisation des ressources internes et l'efficacité de la dépense publique;
- Le suivi des indicateurs des tranches variables;
- Une coordination continue avec les autres bailleurs faisant des appuis budgétaires.

4.2.2 Appui complémentaire

L'aide budgétaire sera complétée par un appui institutionnel dont l'objectif est d'accompagner la mise en œuvre du programme, la revue à mi-parcours et les éventuelles évaluations.

Cet appui institutionnel sera fourni en étroite coordination avec les programmes d'appui institutionnel dans les domaines des finances publiques et des statistiques (programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques) et de la justice (programme d'appui à la politique nationale de justice). Le contenu de cet appui sera précisé lors de la revue à mi-parcours du programme.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention de l'action consiste à **renforcer les différents aspects de la gouvernance des politiques publiques**. Cette action permettra de renforcer le dialogue.

- Au niveau de la gouvernance budgétaire en incitant le gouvernement:
 - à mobiliser davantage de ressources internes (élargissement de l'assiette fiscale et efficacité de l'administration);

- à rendre la dépense publique plus efficace (suivi des marchés publics et qualité des investissements);
- Au niveau de la gouvernance financière économique en invitant le gouvernement :
 - à poursuivre ces efforts de lutte contre la corruption;
- Au niveau de la gouvernance économique en invitant le gouvernement:
 - à offrir les services de planification familiale nécessaires pour une meilleure maîtrise de la démographie afin de réduire la pression sur l'utilisation des ressources agricoles et hydrauliques;
- Au niveau de la gouvernance judiciaire, en appuyant le gouvernement:
 - à augmenter le financement du secteur de la justice;
 - à consolider l'indépendance de la justice;
 - à améliorer l'accès à la justice et son efficacité;
- Au niveau de la gouvernance administrative, en aidant le gouvernement:
 - à moderniser l'état civil (meilleur enregistrement des naissances);
 - à rendre plus effectif le ciblage des ménages vulnérables (mise en place d'un registre unique);
- Au niveau de la gouvernance locale, en soutenant le gouvernement:
 - à assurer le fonctionnement efficace des collectivités territoriales

D'autre part, le rôle du Ministère de l'économie, des finances et du développement a toujours été prépondérant dans le dialogue sur les appuis budgétaires car il reste le principal bénéficiaire des transferts de fonds. Il s'agira d'utiliser ce levier de dialogue pour s'assurer de la pleine coopération entre les acteurs sectoriels et ce ministère dans l'allocation, la programmation, la budgétisation et l'exécution des politiques ou stratégies concernées tout en renforçant le contrôle et la reddition des comptes.

Comme recommandé par l'évaluation des appuis budgétaires 2009-2014, la logique d'intervention s'inscrit en complémentarité avec l'appui à la gestion des finances publiques et aux statistiques et en synergie avec les approches sectorielles dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable, de l'eau et de l'assainissement et de la santé.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 135 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 1 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.

Le montant au titre de l'appui budgétaire a été déterminé suite à de nombreuses réunions avec l'administration burkinabè. Il représente 1,5% des recettes intérieures prévisionnelles en 2017. Il s'inscrit dans l'enveloppe globale du 11^e FED, dont 325 000 000 EUR sont destinés au secteur de concentration de la gouvernance. Il repose sur:

- L'engagement du pays partenaire à allouer les ressources budgétaires nationales conformément aux priorités du plan de développement économique et social, en suivant les procédures budgétaires nationales standards;
- Un gap de financement du plan national de développement économique et social estimé à 8 160 millions FCFA
- L'approche axée sur les résultats du plan national de développement économique et social, comprenant un système de suivi;
- La prise en considération du coût d'une non-intervention qui fragilisera le gouvernement dans la mise en œuvre du plan national de développement économique et social;
- Une prévision annuelle d'émissions d'obligations à hauteur de 156 milliards FCFA par l'Etat burkinabè;
- L'efficacité, le rapport coût-avantages et l'impact de la valeur ajoutée spécifique de l'appui budgétaire sur la réalisation des objectifs stratégiques du pays partenaire;
- Le bilan des décaissements antérieurs d'appuis budgétaires de la Commission européenne et des autres bailleurs de fonds, et l'amélioration des indicateurs notamment sociaux à laquelle ont contribué ces appuis budgétaires.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du **plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDES)**, maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF) tels qu'illustrés par la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et le renforcement du pilotage des réformes de la gestion des finances publiques;
- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la transparence budgétaire et le contrôle, tels qu'illustrés par la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations

budgétaires exhaustives et fiables et par le financement adéquat des structures de contrôle interne et externe.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes:

Une partie des conditions particulières des tranches variables concernent des éléments de dialogue avec le gouvernement, une autre partie consiste en des indicateurs. Les éléments de dialogue seront suivis tout au long de la mise en œuvre de l'appui budgétaire. Les indicateurs serviront à déterminer les décaissements des montants financiers prévus. Il n'y a pas de conditions spécifiques.

7 tranches variables sont proposées:

- Démographie : cette tranche aura pour objectif d'aider le gouvernement à maîtriser la croissance démographique en augmentant l'offre de planification familiale;
- Etat civil : cette tranche aura pour objectif de soutenir la modernisation de l'état civil et l'enregistrement des naissances;
- Lutte contre la corruption : cette tranche aura pour objectif de renforcer le contrôle interne et d'appuyer la mise en œuvre de la législation anticorruption;
- Pacte National pour le Renouveau de la Justice : cette tranche aura pour objectif d'appuyer la mise en œuvre du pacte en augmentant le financement du secteur judiciaire et en consolidant l'indépendance de la Justice;
- Fonctionnement de la Justice : cette tranche aura pour objectif de faciliter l'accès du citoyen à la justice et de renforcer l'efficacité du système judiciaire;
- Mobilisation des ressources internes : cette tranche aura pour objectif d'appuyer le gouvernement dans l'élargissement de l'assiette fiscale et dans le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale;
- Efficacité de la dépense publique : cette tranche aura pour objectif de renforcer le suivi des marchés publics et d'améliorer la qualité de la dépense publique.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les modalités sont résumées dans le tableau suivant (EUR):

Année	Période indicative	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2017	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
2018	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
2019	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
2020	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
TOTAL		54 000 000	81 000 000	135 000 000

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif d'accompagner la mise en œuvre du programme, la revue à mi-parcours et les éventuelles évaluations peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Burkina Faso conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des

pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
5.3 - Appui budgétaire – Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement	135 000 000
5.4 - Appui Complémentaire	1 000 000
5.4.1 Gestion indirecte le pays partenaire - Appui institutionnel (Marché de services)	750 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	200 000
5.11. Communication et visibilité	50 000
Totaux	136 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La présente action sera suivie par la Direction générale de la coopération du Ministère de l'économie et des finances (DGCOOP), pour le compte de l'Ordonnateur national du FED. Il appartiendra à la DGCOOP de mobiliser et coordonner les différents services de l'Etat impliqués dans l'action.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste d'indicateurs de résultat. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La liste d'indicateurs de résultat sera finalisée (valeurs de référence et cibles) par les services techniques du partenaire en parallèle de la finalisation du cadre de mesure du Plan national de développement économique et social (PNDES). Cette finalisation se fera avant la signature de la convention de financement.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour

réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Une revue à mi-parcours est prévue, en 2018 à titre indicatif.

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et ex post de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour mieux définir les indicateurs de performances et les critères de décaissement de la seconde moitié du programme. Elle permettra également de mesurer la possibilité d'intégrer des critères de décaissement relatifs à des thématiques insuffisamment prises en compte dans la première partie du programme (protection sociale et décentralisation). Elle permettra enfin de préciser les contours de l'appui complémentaire.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'objectif des réformes visées dépasse les deux domaines choisis dans cet appui pour s'étendre à tout le secteur SANAD afin d'y améliorer globalement la performance de l'intervention publique.

À titre indicatif, il sera conclu 2 marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre (1 en 2018 et 1 en 2020)

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2020.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Des efforts conséquents seront faits pour communiquer autour de ce programme, notamment à travers le dialogue politique, les différents cadres de concertations incluant la société civile et d'autres acteurs non étatiques et des conférences thématiques. Chaque décaissement des tranches sera accompagné de mesures d'information du grand public (presse audiovisuelle, newsletter et site internet de la délégation, sites internet des principales directions générales impliquées dans le suivi de la coopération, conférences de presse, etc.).

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services au titre d'un contrat-cadre en 2019.

6 CONDITIONS PRÉALABLES

S.O.

APPENDICE 1 – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RÉSULTAT (POUR L'APPUI BUDGÉTAIRE)⁷

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	OG. Consolider la gouvernance dans la mise en œuvre la politique nationale de développement et des politiques sectorielles au Burkina Faso.	Sévérité de la pauvreté	3,3% (2015)	1,6% (2020)	INSD, enquête ménage
		Taux de croissance démographique	3,1% (2006)	2,7% (2020)	IND, RGPH
Objectif(s) spécifique(s): effet(s) direct(s)	OS1. Lever les contraintes empêchant une croissance durable et inclusive	Classement Doing business	143 sur 189	=< 130 ^{ième}	Rapport Doing Business, BM
		Délai de traitement des affaires commerciales	6 mois (2014)	3 mois (2017)	Annuaire statistique, MJPDH
		Qualité globale des institutions nationales (CPIA)	4,1 (2015)	4,8 (2020)	Rapport CPIA, BM
		Couple année protection en %	22,2% (2015)	32,7% (2020)	Annuaire statistique , MS
	OS2. Renforcer la redevabilité nationale et les mécanismes de contrôle nationaux	Indice du budget ouvert	43/100 (2015)	55/100 (2020)	Rapport IBP
		Indice de perception de la corruption	38/100 (2015)	60/100 (2020)	Rapport TI
		Proportion des dossiers judiciaires sur la corruption, fraude, le faux et le blanchiment classés sans suite	A construire	A construire	Rapport général ASCE - LC
	OS3. Accroître la capacité financière du gouvernement, pour la réalisation des objectifs des politiques publiques	Taux de pression fiscale	14,2% (2015)	20,1% (2020)	Rapport annuel de performance, POSEF
		Taux de prévisibilité de l'aide	74% (2014)	80% (2020)	Rapport annuel RCD, DG de la coopération
	OS4. Consolider les systèmes centraux des pouvoirs publics	Proportion des référentiels de planification/programmation validés par la CNPD	0% (2015)	100% (2020)	Rapport de performance PNDES, MINEFID

⁷ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

		Part du budget de l'Etat transférée aux collectivités territoriales	4,65% (2015)	10% (2020)	Rapport POSEF
		Proportion des individus disposant d'un acte d'état civil	A construire	A construire	Rapport d'activités, DGMEC
Produits induits	PI.1.1. La gestion de l'état civil est modernisée et a renforcé la citoyenneté	Taux de déclaration des naissances	(à compiler)	(à construire)	Rapport d'activités, DGMEC
		Nombre de centres secondaires créés dans les structures de santé	(à compiler)	(à construire)	Rapport d'activités, DGMEC
		Nombre de jugements supplétifs d'enfants scolarisés dans le primaire	(à compiler)	(à construire)	Rapport d'activités, DGMEC
	PI.2.1. La lutte contre la corruption est renforcée	Taux de mise en œuvre des recommandations de l'ASCE-LC	70%	95%	Rapport général d'activités / SCE-LC
		Nombre de conseils de discipline tenu	> 25% (2015)	100% (2018)	
		Statut de l'audit annuel de la gestion budgétaire	Réalisé (2016)	R (2017) R (2018)	
	PI.3.1. La mise en œuvre du pacte pour le renouveau de la justice a amélioré son fonctionnement et renforcé son indépendance et son accessibilité	Pourcentage de décisions rédigées ▪ affaires entrantes toutes matières à la cour d'appel	68% (2015)	100% (2018)	Annuaire statistique et rapports Min. justice
		Délai moyen de traitement des affaires civiles et pénales ▪ affaires civiles ▪ des affaires à l'instruction	3 mois (2015) 4 ans (2015)	2 mois (2017) 2 ans (2019)	Annuaire statistique et rapports Min. justice
		Nombre de personnes (dossiers) ayant bénéficié du fonds d'assistance judiciaire	(à compiler)	(à construire)	Annuaire statistique et rapports Min. justice
	PI.3.2. Des allocations suffisantes sont faites pour le secteur de la justice	% budget secteur de la justice dans le budget total de l'Etat, ressources propres	1,38% (2015)	>= 2% (2018)	TOFE, hors dette, exos et transfert en capital
		Taux d'engagement global du PIP du secteur de la justice	- Non applicable	> 90%	Rapport PAPNJ
		Taux d'accroissement du budget consacré aux audiences foraines par rapport à 2016	- Non applicable	25% (2018)	Rapport PAPNJ

	P.I.4.1. Les contrôles fiscaux et douaniers sont renforcés	Taux de déclarations sélectionnées rouge dans le système (SIGICOD)	70% (2015)	50% (2016) 20% (2017)	Rapport d'activités DGD
		Taux de déclarations sélectionnées rouge inspectées (SIGICOD)	< 50% (2015)	> = 90% (2018)	Rapport d'activités DGD
		Taux de couverture du contrôle fiscal sur place (DGI)	5% (2015)	10% (2017) 20% (2018)	Rapport d'activité DGI
	PI.5.1. Le niveau d'exécution des dépenses publiques est amélioré et la transparence est renforcée	Taux d'exécution du budget d'investissement: ▪ Budget global Etat, yc ressources extérieures ▪ Budget MJ, yc ressources extérieures	57% (2014) 62% (2014)	>85% (2020) >85% (2020)	Rapports PIP
		Pourcentage de marchés publics attribués dans le délai de validité des offres	92% (2015)	>95% (2018)	Rapport annuel de performance, POSEF
		Pourcentage de plaintes fondées (marchés publics)	34% (2015)	< 25% (2018)	Rapport annuel de performance, POSEF
		Statut d'accumulation de nouvelle dette intérieure	Accumulation de nouvelle dette (2015)	Aucune nouvelle accumulation de dette (2018)	Rapport spécifique, DDP
	PI.7.1. Un ciblage plus efficient des ménages vulnérables est mis en œuvre	Statut de la méthodologie de ciblage	Aucune méthodologie en existence (2015)	Méthodologie adopté(2018)	Rapport SP/CNPS
		Statut du Plan de mise à l'échelle de l'offre en protection sociale	aucun plan (2015)	Plan adopté (2018)	Rapport SP/CNPS
	Produits directs	PD.1.1. La dématérialisation est intégrée comme disposition dans le Code de la famille et de la personne	Statut du Code de la famille et de la personne	Non à jour (2015)	Projet de loi adopté (2017)
Statut du schéma informatique de l'état civil			Le schéma informatique n'existe pas (2015)	Schéma informatique de l'état civil mis en œuvre (2018)	Rapport DGMEC

		Nombre de concertations DGMEC/ONI/CENI/justice pour rationalisation des bases de données mis en place	Aucune (2015)	> 3 concertations (2017)	Rapport DGMEC
		Nombre de serveurs de stockage de l'ONI pour la numérisation des actes de naissance	x (à déterminer) serveurs installés (2015)	> y (à déterminer) serveurs installés (2017)	Rapport spécifique, ONI
	PD.2.1. Le cadre juridique de la lutte contre la corruption est mis à jour et la collaboration entre les services s'améliore	Statut de la déclaration électronique (articles 19 et 20 de la Loi 004-2015/CNT)	La loi ne permet pas la déclaration électronique (2015)	Projet de loi modificatif adopté (2017)	- CR Conseil des ministres - Registre Assemblée nationale
		Statut de la loi portant création des pôles judiciaires spécialisés en matière économique et financière	Aucun texte n'existe (2015)	Projet de loi adopté et transmis au Parlement (2017)	- CR Conseil des ministres - Registre Assemblée nationale
		Nombre de rencontres de travail ASCE-LC / MJ tenues et sanctionnées par un CR	aucune (2015)	> 2 (2016) et > 3 (2017)	Rapports ASCE-LC
		Statut du texte de création de l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqué (AGRASC) ou Projet de loi sur les biens infractionnels	Aucun texte n'existe (2015)	Projet de loi adopté (2017)	CR Conseil des ministres Registre Assemblée nationale
	PD.3.1. La nouvelle formule du Conseil supérieur de la magistrature est opérationnelle	Statut du conseil de discipline du CSM	Non fonctionnel (2015)	Conseil de discipline du CSM est installé et rend autant de décisions que de besoin (2017)	Rapport SP/CSM
		Formule de désignation des chefs de juridiction	par nomination (2015)	Par appel à candidature (2017)	Rapport SP/CSM
		Statut du chapitre budgétaire pour le SP/CSM	Inexistant (2015)	Un chapitre budgétaire spécifique est créé (2016)	Rapport SP/CSM

	PD.3.2. Le fonds d'assistance judiciaire est conforme aux textes communautaires UEMOA	Statut du Texte encadrant l'implication du barreau dans la gestion financière du Fonds	Inexistant (2015)	Texte encadrant l'implication du barreau disponible (2017)	Rapport MJPDH
		Statut du texte encadrant la procédure de demande d'assistance, yc pour les personnes détenues	Inexistant (2015)	Texte encadrant la procédure de demande d'assistance disponible (2017)	Rapport MJPDH
	PD.3.3. Le cadre de programmation budgétaire du secteur de la justice est amélioré	Statut du Programme d'investissement public (PIP 2017 – 2020) pour le renouveau de la justice	Inexistant (2015)	PIP adopté (2016)	Rapport MJPDH
	PD.4.1. L'efficacité des régies de recette s'est améliorée	Proportion de contribuables ayant adopté la facture normalisée, pour les grandes, moyennes et petites entreprises	0% (2016)	90% (Grdes E, 2018) 90% (Moy E, 2018) 15% (Micro E, 2018)	Rapport DGI Rapport en CM
		Statut du Rapport consolidé sur la dépense fiscale de la gestion 2015	Pas de rapport (2015)	Rapport consolidé adopté (2017)	Rapport SP/CPF
	PD.4.2. Une fiscalité immobilière est mise en place	Statut du Projet de loi sur le foncier bâti et non bâti	Projet de loi n'existe pas (2016)-	Projet de loi adopté, (2017)	CR conseil des ministres
		Statut d'Une feuille de route pour la mise en œuvre de l'impôt sur le foncier	La feuille de route n'existe pas (2016)-	Feuille de route adoptée (2017)	CR conseil des ministres/Rapport DGI
	PD.5.1. Le code des marchés publics est conforme aux directives de l'UEMOA et aux recommandations du forum des acteurs des marchés publics	Statut du code des marchés publics	Décret disponible, non mis à jour (2015)	Nouveau code adopté (2016)	CR conseil des ministres
		Statut de la Feuille de route pour l'extension du SIMP	Une feuille de route 2015 existe (2016)	Une nouvelle feuille de route est disponible (2017)	Rapport POSEF Rapport DGCMEF
	PD.5.2. La gestion des dépenses d'investissement est améliorée	Nombre de cadres rencontres sur la qualité des dépenses d'investissement	Aucun cadre (2015)	(à construire)	Rapport DGB/DGEP
		Statut du Diagnostic Public Investment Management Assessment (PIMA)	Non réalisé (2015)	Diagnostic réalisé (2017)	Rapport PIMA

		Statut du Manuel de procédure sur la gestion des dépenses d'investissement disponible	Non existant (2015)	un manuel est élaboré (2017)	Rapport DGEP
	PD.5.3. La dette intérieure est apurée et ne s'accumule plus	Statut du Plan d'apurement suite à audit à fin 2015	Aucun plan disponible	Plan d'apurement disponible (2016)	CR Conseil des ministres
		Statut du Plan de non accumulation suite à audit à fin 2015	Aucun plan disponible	Plan de non accumulation disponible (2017)	Rapport DDP
	PD.6.1. L'offre de planification familiale est étendue	Statut du Plan d'extension de la semaine nationale sur la Planification familiale	Pas de plan d'extension (2015)	Plan d'extension disponible (2017)	CR conseil des ministres
		Statut de la Politique nationale de population et du 4 ^{ième} PAP	Non disponible (2015)	Politique nationale et 4 ^{ième} PAP disponibles (2016)	Rapport POSEF CR conseil des ministres